

## **De quelle Europe le monde a-t-il besoin ?**

Pierre Calame

*Note de réflexion, FPH, 10 mai 2010, 6 pages (bip 4095)*

### **Résumé**

**Mots-clés géographiques :** EUROPE; MONDE

**Réf. :** intranetfph/bip/4095, C1a\_O9p1 - Assemblées de citoyens européens

Très souvent, nous nous posons la question : de quelle Europe voulons nous ? Peut être est-il temps d'inverser la perspective et de nous demander: de quelle Europe le monde a besoin?

Le monde a-t-il besoin de l'Europe ? Il est vrai que nous vivons une période de désenchantement et que le spectacle que donne l'Union Européenne n'est pas toujours réjouissant. Pour les générations des pères fondateurs, la construction de l'Union Européenne fut une épopée. C'était pour eux le moyen de dépasser les nationalismes et les rivalités qui avaient pratiquement conduit l'Europe au suicide lors des deux guerres mondiales et même à impliquer le monde entier dans ses conflits internes.

Mais, pour ma génération, ce sens de l'épopée s'est affadi. L'Europe est devenue une réalité quotidienne, prosaïque, et, d'année en année, le service public européen est devenu de plus en plus bureaucratique. Nous avons même oublié les raisons profondes qui nous ont conduit à construire l'Union Européenne par la création du marché unique.

La volonté de construire l'Europe par l'économie n'était pas la stratégie initiale. C'est un « plan B », né de l'échec de la Communauté européenne de défense en 1953 ; faute de construction de l'Europe par la politique il a fallu se résigner, grâce au pragmatisme des pères fondateurs, la construire par l'économie.

L'Etat de paix durable qui fut au départ le but ultime de la construction européenne est maintenant considéré pour acquis et n'est plus, dès lors, l'étoile qui guide notre route. On en vient même à réinventer carrément l'histoire. Je suis stupéfait d'entendre, quand je suis à l'étranger, que l'Union Européenne a depuis l'origine été conçue au service d'entreprises multinationales, principales bénéficiaires de l'unification des conditions de concurrence. Ainsi l'Europe n'aurait-elle été inventée que pour avantager quelques oligopoles ! Mais il est vrai que les moyens, l'unification du marché européen, ont fini par se substituer aux fins, la construction d'une paix durable.

Si c'était le cas, l'unification européenne ne serait plus, maintenant, que la première marche conduisant à la mondialisation libérale. La construction européenne serait de moins en moins utile au fur et à mesure que les règles du commerce international sont fixées par l'Organisation Mondiale du Commerce. L'Union européenne serait même le plus faible des acteurs régionaux. Les USA, la Chine, l'Inde ont en effet, outre un marché interne unifié, un gouvernement qui leur permet de limiter la concurrence fiscale à l'intérieur, de contrôler leur monnaie et de bâtir des protectionnismes discrets pour promouvoir leurs intérêts nationaux. L'Europe ne serait alors qu'un pouvoir régional auquel manqueraient encore les attributs du pouvoir réel.

Nous prétendons volontiers que l'Europe est un « soft power ». Mais cela ne finit-il pas par devenir simplement une excuse : celle de ne pas avoir de « hard power »? Si ce soft power est une réalité, à quoi nous sert-il ? On peut se le demander au moment où, la crise financière ayant servi de

révélateur, le consensus de Pékin est en train de remplacer le consensus de Washington. Plus personne n'oserait maintenant prétendre que la « bonne gouvernance démocratique », telle que la prônait encore, il y a peu, la Banque Mondiale, est la condition de tout développement économique. Au contraire, tous les yeux se tournent vers la Chine qui semble seule en capacité de relancer la croissance mondiale.

Avec la stratégie de Lisbonne, l'Union Européenne prétendait devenir la région du monde la plus compétitive dans le domaine de l'économie de la connaissance. Mais, voyant le développement fantastique des ressources humaines et technologiques de l'Asie, qui oserait encore le prétendre ?

Jusqu'à l'an dernier, avec son « paquet énergie », l'Union Européenne pouvait encore au moins rêver de devenir le leader du monde en matière de développement durable. Avec l'échec de la négociation de Copenhague, cette autre illusion s'est dissipée comme la brume au soleil et l'Union Européenne a joué un rôle plus que modeste dans la négociation internationale. Et, de fait, que pèse notre engagement à réduire de 20 % notre consommation d'énergie fossile si nous ne faisons aucune référence au défi véritable, celui d'un partage équitable des ressources naturelles et de l'énergie fossile entre les différentes régions du monde et, si l'on ne prend en compte ni notre dette écologique- tout ce que depuis le début de la révolution industrielle nous avons puisé dans la biosphère-, ni notre « sac à dos écologique »- c'est-à-dire le contenu caché en ressources naturelles et en énergie de nos importations ?

Ne faut-il pas voir, enfin, dans la crise grecque le premier symptôme d'une communauté humaine qui essaie de conserver, contre vents et marées, son mode de vie et ses privilèges, à la manière de ces vieux aristocrates qui se sont ruinés en refusant d'admettre que la rente foncière tirée de leurs propriétés agricoles n'était plus à même de leur assurer le même mode de vie qu'auparavant ?

Nous avons besoin incontestablement d'une nouvelle ambition pour l'Europe. Pour ma part, ma passion pour l'Europe m'est venue du travail international que j'ai mené avec la fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. C'est en regardant la construction européenne du point de vue des Asiatiques, des Sud-américains ou des Africains que j'ai pris conscience du « miracle européen » et de la contribution de la construction européenne au monde futur.

C'est en regardant notre histoire depuis la seconde guerre mondiale avec un regard nouveau que nous retrouverons une ambition renouvelée pour l'Europe. Et ma seule crainte, à vrai dire, est que la société européenne vieillissante ne soit plus capable de construire cette grande ambition.

Je me souviens de notre premier Forum Chine - Europe. C'était en 2005, à Nansha, une ville nouvelle du delta de la Rivière des Perles. Le but de ce forum était de présenter à un public chinois averti l'histoire de la construction européenne. Cette attente des Chinois à l'égard de notre aventure pouvait avoir de quoi surprendre, mais je me suis rendu compte

que le processus de construction européenne restait fascinant à leurs yeux pour cinq raisons :

- la première, c'est la réconciliation entre la France et l'Allemagne. C'est un thème qui revient dans tous les continents : comment avez-vous fait, Français et Allemands, vous qui vous opposiez depuis des siècles, pour devenir les piliers de la construction européenne ? Question d'autant plus fondamentale en Chine qu'aucun processus de réconciliation équivalent n'a existé entre le Japon et la Chine ;
- la seconde, c'est la manière dont un processus pacifique a pu permettre de dépasser les intérêts nationaux ;
- la troisième, c'est la capacité de l'Europe à construire son unité non seulement malgré sa diversité mais, pourrait-on dire, à partir d'elle ;
- la quatrième, c'est la tentative assez unique de l'Europe de combiner l'efficacité de l'économie de marché et la justice sociale ;
- enfin, la cinquième raison, c'est notre tentative de réguler les forces du marché pour les mettre au service d'un développement durable.

C'est avec des événements comme le Forum Chine Europe que j'ai compris que, malgré ses nombreuses crises, l'Europe avait à son actif des résultats uniques au monde qui méritaient d'être partagés.

C'est alors que je me suis demandé : **que devrait-être la contribution de l'Union Européenne au monde à venir**. En d'autres termes : de quelle Europe le monde a-t-il besoin ? Mais, pour répondre à cette question je devais d'abord répondre à une autre : de quoi le monde a-t-il besoin ? En d'autres termes : quel est « l'agenda mondial » pour le 21e siècle, au sens étymologique d'agenda : les choses à faire absolument.

D'où pouvait naître cet agenda ? Pendant quinze ans, notre travail, dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire ([www.alliance21.org](http://www.alliance21.org)), a visé précisément à répondre à cette question. Ce travail s'est conclu en 2001 par l'Assemblée de Citoyens de la terre. Les travaux de cette Assemblée ont mis en évidence l'agenda pour le 21e siècle. Il comporte quatre volets :

- *la gouvernance* : nos modes de gestion de la société sont hérités des siècles passés et nous ne sommes pas préparés à gérer des systèmes interdépendants et complexes, pas plus que nous ne sommes habitués à considérer diversité et unité comme un jeu gagnant gagnant ;

- *l'éthique* : car nous avons besoin de valeurs communes pour gérer notre unique planète et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, malgré tout son intérêt, ne suffit pas à construire ce socle éthique. C'est la **responsabilité**, traduction de nos interdépendances et face cachée de nos droits, qui sera le fondement de l'éthique du 21e siècle ;

- *le passage* de notre modèle de développement actuel à des **sociétés durables** ;

- *la construction d'une communauté mondiale*. En effet, la gouvernance mondiale actuelle souffre d'une contradiction congénitale. D'un côté, elle n'est ressentie ni comme légitime, ni comme démocratique, ni comme efficace ; de l'autre, l'ampleur des interdépendances au sein de la planète justifierait qu'elle soit considérablement renforcée. Mais les résistances à renforcer quelque chose qui marche mal sont très nombreuses. En vérité, ce qui nous manque, en amont, c'est la conscience de former une communauté mondiale et c'est donc la construction de cette conscience qui est le quatrième volet de l'agenda pour le 21e siècle.

Nous pouvons donc revenir maintenant à notre question initiale : quelle est la contribution singulière que l'Union Européenne peut apporter à cet agenda ? De là sont nées les 18 propositions soumises au Parlement Européen.

On verra aisément que ces 18 propositions sont structurées autour des quatre priorités de l'agenda pour le 21e siècle et que chaque proposition concrète est ainsi **au carrefour de l'exigence d'un changement systémique et d'acquis européens qui permettraient d'être valorisés à cours et à moyen terme**.

Mais, dira-t-on, pourquoi soumettre ces propositions en priorité au Parlement Européen qui ne dispose guère, même avec le traité de Lisbonne, d'un pouvoir d'initiative ? En réalité, cette question renvoie à une question bien plus générale et plus préoccupante : comment, dans nos démocraties, entreprendre des changements de nature systémique, impliquant notamment un changement du système de pensée ? Ces changements, en effet, sont particulièrement difficiles à conduire pour les raisons que résumait bien Heidegger quand il disait : « le plus difficile est de voir nos lunettes parce que nous regardons le monde **à travers** nos lunettes ». C'est pourquoi, quand nous nous demandons quelles sont les institutions de l'Europe qui pourraient prendre l'initiative d'un tel changement, on se trouve singulièrement démuné.

Institutionnellement, si l'on en revient à l'histoire de la construction européenne, c'est à la Commission qu'il reviendrait de prendre de telles initiatives. N'avait-elle pas été dotée par les pères fondateurs d'un monopole du pouvoir de proposition ? N'est-ce pas à elle de « dire l'intérêt européen » ? Malheureusement, l'action de la Commission est maintenant segmentée entre les différentes directions générales et la disparition de la mission prospective mise en place par Jacques Delors est en quelque sorte le symbole du renoncement de la Commission à porter des propositions d'ensemble.

Faut-il alors attendre le salut de la société civile organisée ? En réalité, la plupart des réseaux européens de la société civile dépendent peu ou prou des financements de la Commission Européenne et ont tendance à coller à ses priorités. Quand au Conseil des Ministres, il est beaucoup trop absorbé

par les jeux d'influence entre les différents grands Etats européens pour se doter d'une vision prospective. On l'a bien vu en 2008 - 2009, quand cette capacité à se doter d'une vision commune eût été plus que jamais nécessaire face à la crise financière.

C'est donc le Parlement Européen, malgré toutes ses limites, malgré sa propre segmentation en Commissions, qui pourrait devenir aujourd'hui le principal pôle d'initiative en suscitant et stimulant le débat public. C'est pourquoi, au moment où il débute son nouveau mandat , c'est à lui que j'ai choisi de soumettre ces propositions en priorité.